



Assemblée générale

Distr. générale
8 avril 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquantième session

13 juin-8 juillet 2022

Points 2 et 3 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Résumé de la réunion-débat sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques, l'accent étant mis en particulier sur les réalisations et les difficultés du moment

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 44/20 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle celui-ci a décidé de convoquer, à sa quarante-huitième session, une réunion-débat sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques, l'accent étant mis en particulier sur les réalisations et les difficultés du moment. Dans cette résolution, le Conseil a invité le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à lui soumettre un compte rendu de la réunion-débat à sa cinquantième session. Le présent rapport contient une synthèse des échanges tenus lors de cette réunion-débat, qui a eu lieu le 29 septembre 2021.



I. Introduction

1. À la quarante-huitième session du Conseil des droits de l'homme, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a organisé une réunion-débat sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques, l'accent étant mis en particulier sur les réalisations et les difficultés du moment, en application de la résolution 44/20 du Conseil¹.
2. La réunion-débat a été présidée et animée par le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme, Yuri Borissov Sterk. La déclaration liminaire de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, qui a ouvert la réunion-débat, a été suivie par les exposés de quatre experts.
3. Ces experts étaient le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, Clément Nyaletsossi Voulé, le titulaire de la chaire Hersch Lauterpacht de droit international public de l'Université hébraïque de Jérusalem et ex-président du Comité des droits de l'homme, Yuval Shany, la secrétaire générale de l'organisation CIVICUS: Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Lysa John, et le Conseiller pour les questions de police et Directeur de la Division de la police de l'ONU du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité du Département des opérations de paix, Luís Carrilho. Au cours de la réunion-débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des représentants de 20 États, de l'Union européenne, d'une institution nationale des droits de l'homme, de trois entités des Nations Unies et de cinq organisations non gouvernementales (ONG).
4. La réunion-débat a été l'occasion pour les États, les organisations internationales et d'autres parties prenantes de faire le bilan des progrès réalisés en matière de respect et de protection des droits de l'homme dans le contexte des rassemblements, une attention particulière étant accordée aux outils existants et à leur mise en œuvre, de débattre des nouveaux défis et des nouvelles perspectives, notamment des incidences des nouvelles technologies et de l'espace numérique sur l'exercice des droits à la liberté de réunion pacifique, d'expression et d'association, et de recenser les domaines dans lesquels il pourrait être utile de définir de nouvelles orientations et de collaborer plus avant. L'accessibilité de la réunion-débat aux personnes handicapées a été assurée grâce à l'interprétation en signes internationaux et au sous-titrage en temps réel pour personnes sourdes.

II. Ouverture de la réunion-débat

5. Ouvrant la réunion-débat, la Haute-Commissaire a souligné que le fait d'avoir la possibilité de se réunir avec d'autres personnes pour exprimer librement une opinion et pour participer aux décisions qui avaient des incidences sur les populations et sur la planète constituait un désir universellement partagé ainsi qu'un droit de l'homme. Le droit de réunion pacifique était au cœur de la démocratie et revêtait une importance cruciale pour la réalisation d'autres droits de l'homme. Les gouvernements avaient besoin d'entendre des critiques franches sur les mesures qu'ils prenaient, surtout à l'heure où la maladie à coronavirus (COVID-19) et l'accélération des incidences des changements climatiques aggravaient les inégalités et représentaient une menace pour les droits, la vie et les moyens de subsistance des populations dans tous les pays du monde. Les manifestations pacifiques permettaient de mieux connaître et comprendre les problèmes et les besoins réels des individus. Les échanges publics de revendications, d'opinions et de critiques entre la population et ses représentants étaient essentiels pour l'élaboration rapide et efficace de politiques répondant aux aspirations des individus, des communautés et des sociétés en général.
6. Se reportant à la résolution 44/20 du Conseil des droits de l'homme, la Haute-Commissaire a souligné que les manifestations pacifiques étaient souvent le théâtre de nombreuses violations des droits de l'homme, dont des exécutions sommaires, des arrestations et des détentions arbitraires, des disparitions forcées, des actes de torture et des

¹ La vidéo intégrale de la réunion-débat est disponible à l'adresse suivante : <https://media.un.org/en/asset/k1n/k1nvjg64td>.

peines ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants. Dans sa résolution 44/20, le Conseil avait souligné que des personnes étaient incriminées uniquement pour avoir organisé des manifestations pacifiques ou y avoir pris part, ou pour avoir observé, surveillé ou enregistré des manifestations. Dans certains cas, ces personnes avaient été considérées comme une menace pour la sécurité nationale. Le Conseil avait signalé en outre l'existence ou l'émergence de nouvelles pratiques problématiques, dont celle consistant à surveiller illégalement ou arbitrairement des manifestants aussi bien dans les espaces physiques qu'en ligne, y compris au moyen d'outils numériques de traçage. L'utilisation abusive des nouvelles technologies avait empêché des personnes d'accéder à l'information à des moments politiques clefs, compromettant ainsi leur capacité d'organiser et de tenir des réunions.

7. La protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques continuait de représenter une priorité pour le HCDH, qui avait aidé des États à s'acquitter des obligations qui leur incombent en matière de droits de l'homme et avait élaboré plusieurs séries de principes directeurs portant sur cette question, dont les Lignes directrices des Nations Unies basées sur les droits de l'homme portant sur l'utilisation des armes à létalité réduite dans le cadre de l'application des lois, les directives à l'intention des États sur la mise en œuvre effective du droit de participer aux affaires publiques et le rapport sur les incidences des nouvelles technologies sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des rassemblements, y compris des manifestations pacifiques². Les organes chargés de surveiller l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme avaient publié un nombre considérable de décisions, de recommandations et d'observations tendant à aider les États à s'acquitter des obligations mises à leur charge par le droit international des droits de l'homme. La Haute-Commissaire a renvoyé aux rapports thématiques du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association ainsi qu'aux observations générales n° 36 (2018) et n° 37 (2020) du Comité des droits de l'homme. Lues conjointement, ces observations générales offraient une vue d'ensemble des interprétations faisant autorité que le Comité donne des normes et des règles internationales applicables aux manifestations pacifiques.

8. La Haute-Commissaire a salué le travail des journalistes et d'autres représentants de la société civile qui jouaient un rôle essentiel dans la protection et la promotion des droits de l'homme dans le contexte de manifestations pacifiques. Prenant souvent des risques considérables, ils surveillaient des manifestations, relayaient des messages, aidaient à protéger les manifestants et mobilisaient des personnes dans des contextes où l'espace civique rétrécissait de plus en plus.

9. En conclusion, la Haute-Commissaire a engagé les participants à la réunion-débat de formuler des recommandations sur les mesures à prendre par la suite. Les États, individuellement et dans le cadre de la coopération, pourraient s'employer à mieux respecter, protéger et promouvoir les droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques.

III. Résumé de la réunion-débat

10. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a ouvert la réunion-débat et a invité les experts à faire des déclarations.

A. Contributions des experts

11. Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a fait observer que des progrès avaient été accomplis dans la protection de ces droits depuis la création de son mandat dix ans plus tôt. La mise en œuvre de ce mandat avait contribué à renforcer le cadre normatif de la protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques. Le Rapporteur spécial avait collaboré étroitement avec le Conseil des droits de l'homme aux fins de l'adoption d'un certain nombre de résolutions, dont la résolution 19/35 du 23 mars 2012, soit la première résolution du Conseil

² [A/HRC/44/24](#).

consacrée à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques. Plusieurs outils, dont l'observation générale n° 37 (2020) du Comité des droits de l'homme, donnaient des orientations sur les moyens de protéger et de faire respecter les droits de l'homme dans le contexte des réunions. Le Rapporteur spécial a relancé son appel engageant les États à élaborer un plan d'action national sur l'encadrement des réunions.

12. Dans la pratique, les normes juridiques applicables, en particulier celles régissant l'usage de la force dans le contexte de l'encadrement des rassemblements, n'étaient toujours pas mises en œuvre. Le Rapporteur spécial s'est dit préoccupé par le fait que les forces de l'ordre avaient de plus en plus tendance à faire un usage injustifié ou disproportionné de la force, ce qui donnait lieu à des violations des droits humains des manifestants et des personnes qui s'employaient à suivre ces événements et à en rendre compte. Les États avaient également tendance à considérer les rassemblements pacifiques comme une menace pour la sécurité et à imposer des restrictions légales ou extra-légales pour les empêcher d'avoir lieu. Les technologies numériques contribuaient à renforcer l'espace civique et à promouvoir les droits de l'homme, mais elles étaient aussi exploitées par des États et des acteurs non étatiques malveillants pour limiter l'exercice des droits de l'homme, notamment dans le contexte de manifestations pacifiques. Elles étaient également exploitées par des États pour exercer une surveillance de masse et pour propager de fausses informations et des discours de haine, ce qui avait des répercussions néfastes sur l'espace civique dans le monde. Dans son rapport thématique soumis en 2019 au Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial avait souligné qu'au cours de la décennie précédente, des États s'étaient servi des technologies pour réduire au silence, surveiller et harceler des manifestants, et qu'ils coupaient l'accès à Internet et bloquaient des sites Web avant les manifestations³.

13. Face à la pandémie de COVID-19 et à l'émergence d'autres crises dans le monde, des États avaient imposé de nouvelles restrictions afin de limiter les rassemblements pacifiques, renforçant ainsi le contrôle et la répression des manifestations pacifiques. Les États ne devraient pas se servir de la crise sanitaire comme prétexte pour faire un usage injustifié ou disproportionné de la force afin de disperser des manifestations pacifiques ou pour imposer des sanctions excessivement lourdes à des manifestants. Le Rapporteur spécial a invité les États à se reporter aux dix principes qu'il a publiés en 2020, qui ont pour objectif de les aider à faire face à la pandémie de COVID-19 tout en respectant les obligations qui leur incombent en matière de droits de l'homme⁴. En outre, le Rapporteur spécial s'est dit préoccupé par l'interprétation de plus en plus arbitraire qui était faite des motifs pour lesquels des restrictions au droit de réunion pacifique étaient admissibles en vertu du droit international des droits de l'homme. Il importait de rappeler que le droit de manifester pacifiquement était garanti en temps de crise et que toute restriction à ce droit devait être proportionnée et avoir un caractère exceptionnel.

14. Le Rapporteur spécial a conclu son exposé en rappelant que les manifestations pacifiques étaient un moyen d'expression démocratique permettant aux populations de faire publiquement part de leur mécontentement et de demander aux États de prendre des mesures pour répondre à leurs revendications. Lorsque des manifestations étaient interdites ou réprimées, c'était le signe que le pays concerné était gouverné par un régime autoritaire, et l'interdiction ou la répression des manifestations risquait d'engendrer une crise profonde, voire de déboucher sur un conflit armé. En conséquence, il importait que le Conseil des droits de l'homme fasse figurer la question de la répression des manifestations dans le monde parmi les questions prioritaires inscrites à son ordre du jour.

15. M. Shany a rappelé que le droit de participer à des manifestations pacifiques constituait un aspect important de la participation aux affaires publiques et un fondement crucial de l'espace civique, ce qui était essentiel pour le progrès des sociétés démocratiques. Lorsque des manifestations pacifiques portaient sur la défense des droits de l'homme, les organisateurs de ces manifestations devaient être considérés comme des défenseurs des droits

³ A/HRC/41/41.

⁴ Voir <https://www.ohchr.org/EN/Issues/AssemblyAssociation/Pages/Covid19freedomAssembly.aspx>.

de l'homme et bénéficier des garanties spéciales associées à ce statut qui sont prévues par le droit international.

16. M. Shany a renvoyé aux trois observations générales du Comité des droits de l'homme sur les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui traitent expressément du droit de manifester pacifiquement, soit l'observation générale n° 34 (2011), l'observation générale n° 36 (2018) et l'observation générale n° 37 (2020). Dans son observation générale n° 34 (2011), le Comité des droits de l'homme a souligné que la liberté d'expression occupait une place centrale dans le développement de l'individu et constituait le fondement de toute société libre et démocratique, faisant observer en particulier que le discours politique favorisait la transparence, la responsabilisation et la promotion des droits de l'homme. Dans son observation générale n° 36 (2018), le Comité a analysé notamment le recours à la force létale dans les situations de lutte anti-émeute. Il a engagé les États à offrir des garanties supplémentaires aux personnes qui exerçaient leurs droits humains, dont le droit de réunion pacifique, et a dispensé des conseils sur l'usage d'armes à létalité réduite, invitant les États à ne pas utiliser ces armes dans des situations de lutte antiémeute lorsque des moyens moins agressifs étaient disponibles. Il a également engagé les États à protéger la vie des personnes en danger, dont les défenseurs des droits de l'homme. Dans son observation générale n° 37 (2020), le Comité a souligné que les réunions pacifiques jouaient un rôle essentiel en ce qu'elles permettaient aux personnes qui y participaient de mettre en avant des idées et des aspirations dans la sphère publique et de déterminer le degré de soutien ou d'opposition que celles-ci suscitaient. Il a fait observer en outre que les réunions exprimant un message politique devraient bénéficier d'une protection renforcée.

17. M. Shany a souligné que le droit de réunion pacifique ne couvrait pas les réunions violentes, c'est-à-dire celles impliquant l'utilisation contre autrui d'une force physique susceptible d'entraîner des blessures ou la mort ou des dommages graves aux biens. L'existence de cas isolés de violence ne permettait pas de considérer un rassemblement dans son ensemble comme violent. En vertu de l'observation générale n° 37 (2020), les États avaient l'obligation de faciliter les réunions pacifiques, de protéger les participants contre les actes de violence ou les mauvais traitements infligés par d'autres membres du public et de créer un environnement propice au rassemblement. Dans cette observation générale, le Comité a envisagé la mise en place d'un système de notification préalable des réunions projetées, qui viendrait remplacer le système prévoyant l'obligation d'obtenir une autorisation préalable – sauf dans les cas où les demandes d'autorisation étaient automatiquement agréées.

18. M. Shany a mis en évidence d'autres aspects traités dans l'observation générale n° 37 (2020), dont la question de la protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme qui suivaient et couvraient des réunions, celle de l'absence de restrictions limitant la durée de la réunion ou le nombre de participants, sauf s'il existait des raisons valables d'imposer de telles restrictions, et le fait que les organisateurs n'étaient responsables que de leurs propres actes ou omissions et n'avaient pas à répondre des actes et omissions des autres participants. Le droit de réunion pacifique n'avait pas un caractère absolu, il pouvait être limité par des dispositions particulières de la loi et lorsque certaines circonstances faisaient apparaître l'existence d'un besoin social impérieux en rapport avec l'un des motifs légitimes énumérés à l'article 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont la sécurité publique ou la santé publique. En outre, toute restriction devait être nécessaire et proportionnée par sa nature. Dans son observation générale, le Comité des droits de l'homme avait donné des orientations précises sur l'encadrement des réunions afin qu'un équilibre puisse être établi entre les droits des participants et les problèmes complexes liés au maintien de l'ordre pendant les rassemblements. Par exemple, il avait demandé aux forces de police de prendre contact avec les organisateurs avant la tenue d'un rassemblement, si ceux-ci acceptaient de communiquer avec elles, de planifier l'opération d'encadrement à l'avance, de dispenser aux forces participant à l'opération une formation sur les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et les Lignes directrices des Nations Unies basées sur les droits de l'homme portant sur l'utilisation des armes à létalité réduite dans le cadre de l'application des lois, de s'employer à désamorcer les tensions, de ne recourir à la force qu'en cas de nécessité et contre les personnes qui commettaient des actes de violence, et de n'utiliser des armes à létalité réduite et des armes létales qu'en dernier recours, soulignant que les armes létales ne pouvaient être

utilisées qu'en cas de danger de mort imminent ou de risque de blessure grave. Les cas de recours à la force dans le contexte d'un rassemblement devraient faire l'objet d'enquêtes.

19. En conclusion, M. Shany a souligné que l'utilisation de la technologie constituait un aspect important de l'observation générale n° 37 (2020), qui s'appliquait à son utilisation tant par les organisateurs et les participants eux-mêmes que par les organes publics. La protection accordée aux réunions pacifiques s'étendait aux réunions en ligne et aux activités pertinentes menées en ligne, dont la publication de communications concernant la tenue d'une réunion, la diffusion en ligne de réunions et l'autorisation de la participation à distance. Les mesures entravant l'exercice des droits numériques connexes telles que les coupures de l'accès à Internet visant à empêcher la tenue de manifestations pacifiques étaient donc illégales, sauf si elles pouvaient être rigoureusement justifiées en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les États devaient s'abstenir de recourir à des technologies portant atteinte au droit au respect de la vie privée des personnes qui participaient à des manifestations pacifiques et aux autres droits politiques dont ils jouissaient. En conséquence, les techniques de reconnaissance faciale permettant d'identifier des personnes dans une foule ne devraient pas être utilisées pour surveiller des participants à un rassemblement. Les armes létales entièrement autonomes ne devraient jamais être utilisées dans le contexte de réunions pacifiques.

20. M^{me} John a indiqué que CIVICUS: Alliance mondiale pour la participation citoyenne avait recueilli des informations concernant un nombre considérable d'affaires de violation du droit de réunion pacifique dans lesquelles des restrictions arbitraires empêchant la tenue de rassemblements avaient été adoptées, des mesures violentes ou disproportionnées d'encadrement des manifestations avaient été appliquées et des contraintes administratives entravant les activités des organisations de la société civile avaient été imposées. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, l'organisation qu'elle représentait avait recensé des cas d'usage excessif de la force à l'égard de manifestants survenus dans au moins 79 pays, dont des cas d'usage de la force létale ayant entraîné la mort de manifestants qui s'étaient produits dans au moins 28 pays. Dans une centaine de pays, des membres des forces de l'ordre avaient arrêté des manifestants, souvent pour non-respect des restrictions sanitaires ou de dispositions relatives aux réunions pacifiques.

21. M^{me} John a rappelé les responsabilités incombant aux États en matière de respect du droit de réunion pacifique. D'après l'observation générale n° 37 (2020) du Comité des droits de l'homme, les États avaient des obligations positives et des obligations négatives dans le contexte des réunions pacifiques. À cet égard, M^{me} John se proposait de s'attarder sur quatre problèmes clés que la communauté internationale devait régler collectivement de toute urgence pour protéger et promouvoir le droit de réunion pacifique.

22. Le premier problème consistait dans l'utilisation que faisaient certaines autorités de la législation relative à l'état d'urgence pour étouffer toute velléité d'organiser des manifestations. Pendant la pandémie de COVID-19, des interdictions générales de manifester avaient été prononcées pour des motifs liés à la santé publique. Des mesures avaient été prises notamment pour empêcher la tenue de réunions à l'approche des élections, sous couvert de restrictions sanitaires. Des États avaient continué à limiter les libertés civiques sans accepter d'adopter des clauses d'extinction garantissant que ces pouvoirs exceptionnels cessent d'être exercés à un moment donné.

23. Le deuxième problème ayant pour effet d'entraver l'exercice du droit de réunion pacifique consistait dans le recours par des autorités aux coupures d'accès à Internet et à d'autres mesures visant à limiter l'accès aux technologies. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, davantage de réunions s'étaient tenues en ligne. Cependant, des coupures d'accès à Internet ou d'autres restrictions limitant les connexions à Internet avaient été imposées pour prévenir l'organisation, la facilitation ou la tenue de réunions en ligne. Ces coupures avaient été spécialement orchestrées pour priver les populations marginalisées et à risque d'accès à Internet et étaient souvent associées à d'autres manœuvres répressives ciblant des manifestants, ce qui avait favorisé la commission de violations des droits de l'homme dans le contexte de manifestations pacifiques.

24. Le troisième problème consistait dans le fait que l'intelligence artificielle et des moyens de surveillance numériques étaient utilisés pour menacer les manifestants. Avec l'augmentation et la diversification des technologies de surveillance dont disposaient les États, CIVICUS: Alliance mondiale pour la participation citoyenne avait constaté une intensification du recours aux stratégies numériques permettant d'identifier, de harceler et d'intimider des manifestants. Compte tenu du rôle joué par les entreprises technologiques dans la limitation ou la facilitation de l'exercice du droit de réunion pacifique, une surveillance devait être exercée sur les entreprises et sur la façon dont elles respectaient les droits de l'homme.

25. Le recours aux restrictions financières représentait un quatrième problème critique entravant l'exercice du droit de réunion pacifique. Dans tous les pays, des restrictions visant à recueillir le soutien du public aux niveaux tant national qu'international avaient été imposées aux acteurs de la société civile par le biais de l'application de lois, de l'imposition de contributions financières, de la fermeture de comptes bancaires et d'autres formes de représailles ou de sanctions.

26. M^{me} John a formulé un certain nombre de suggestions sur les mesures à prendre pour remédier à ces problèmes. Tout d'abord, elle a recommandé que les États veillent à ce que toutes les lois et réglementations limitant le droit d'organiser des rassemblements publics pour des motifs sanitaires soient nécessaires et proportionnées. L'urgence de santé publique liée à la pandémie de COVID-19 ne devait pas servir de prétexte pour réprimer l'exercice des droits de l'homme. M^{me} John a exhorté les États à veiller au respect des cadres internationaux réglementant les libertés en ligne en s'abstenant d'imposer des restrictions en ligne et en autorisant les manifestants à accéder à l'information à tout moment. Elles les a engagés à abandonner les poursuites et à remettre en liberté tous les manifestants et tous les défenseurs des droits de l'homme qui étaient poursuivis pour avoir exercé leur droit de réunion pacifique, et à réexaminer leur cas afin d'éviter qu'ils se fassent de nouveau harcelés. Elle a estimé que, dans les affaires de non-respect du droit de réunion pacifique et d'usage excessif de la force, les victimes devaient avoir accès à des voies de recours et à une réparation effective, y compris sous la forme d'une indemnisation.

27. La communauté internationale devait collaborer afin de garantir une application plus cohérente des normes relatives aux droits de l'homme. Tous les cas d'arrestation arbitraire et d'usage excessif de la force survenus dans le contexte de manifestations devaient être publiquement condamnés au plus haut niveau. M^{me} John a lancé un appel tendant à ce que des enquêtes impartiales soient ouvertes sans délai sur ces affaires, avec le concours d'experts internationaux et d'organisations indépendantes de la société civile. Enfin, elle a exhorté les États et les acteurs non étatiques à assumer davantage leurs responsabilités en rendant possible l'exercice du droit de réunion pacifique et en protégeant les personnes qui exercent leur droit de manifester et d'organiser des réunions.

28. Le conseiller pour les questions liées à la police des Nations Unies et directeur de la Division de la police du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité a rappelé que, depuis le premier déploiement de la police des Nations Unies au Congo une soixantaine d'années plus tôt, les effectifs, les tâches et les responsabilités de la police des Nations Unies avaient considérablement augmenté. La mission actuelle de la police des Nations Unies consistait à renforcer la paix et la sécurité internationales en apportant un soutien aux États Membres dans les situations de conflit, d'après conflit et de crise. Son objectif était de fournir des services efficaces, représentatifs, réactifs et responsables permettant d'aider et de protéger la population. La police des Nations Unies mettait en place et soutenait des forces de police nationales ou, si nécessaire, jouait le rôle de police nationale dans le cadre d'opérations visant à prévenir et détecter la criminalité, à protéger la vie et les biens et à maintenir l'ordre et la sécurité dans le respect de l'état de droit et des principes internationaux relatifs aux droits de l'homme. L'intervenant a ajouté que chaque membre de la police des Nations Unies était un spécialiste des droits de l'homme.

29. La police des Nations Unies collaborait avec les États Membres et d'autres partenaires, dont le HCDH, et avait élaboré les directives stratégiques relatives aux activités de police internationales. Ces directives visaient à renforcer l'efficacité des activités de la police des Nations Unies par l'adoption d'approches plus cohérentes et harmonisées de la prestation de services de sécurité publique, de la réforme de la police et de l'appui aux

services de police des États hôtes. Le principal objectif de la police des Nations Unies, lorsqu'elle était déployée à des fins de maintien de l'ordre public, consistait à faire en sorte que l'exercice par la population de ses droits fondamentaux ne soit ni perturbé ni indûment entravé. Le dialogue, la médiation, le maintien de l'ordre fondé sur la communication et les stratégies préventives de désescalade devaient sous-tendre toute politique d'encadrement des manifestations. L'application de ces stratégies nécessitait des compétences particulières que les institutions spécialisées dans la formation des policiers étaient les seules à posséder. Il était donc impératif que l'encadrement des réunions et d'autres rassemblements publics soit assuré par des policiers adéquatement formés et équipés.

30. Le conseiller pour les questions liées à la police des Nations Unies et directeur de la Division de la police du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité a conclu son intervention en soulignant l'importance du débat en cours pour la promotion d'une police axée sur les droits de l'homme, centrée sur les personnes, sensible aux questions de genre et respectueuse de la diversité.

B. Débat

31. Au cours du débat en plénière, des déclarations ont été faites par les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arménie, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, des États-Unis d'Amérique, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iraq, d'Israël, de la Lituanie (au nom des pays nordiques et des pays baltes⁵), du Luxembourg, du Malawi, de la Mauritanie, du Monténégro, de la Pologne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suisse (au nom d'un groupe d'États⁶), du Togo, de Vanuatu et de l'Union européenne (au nom d'un groupe d'États).

32. Des représentants du Conseil national des droits de l'homme (Maroc) et des entités des Nations Unies et des ONG ci-après ont également fait des déclarations : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Advocates for Human Rights, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Centro de Estudios Legales y Sociales (au nom de plusieurs organisations non gouvernementales), Child Rights Connect (au nom de plusieurs organisations non gouvernementales) et Global Institute for Water, Environment and Health⁷.

33. Faute de temps, les représentants des États membres suivants n'ont pas pu lire leur déclaration : Chine, Égypte, Fédération de Russie, Haïti, Népal, Pakistan, Philippines, Tchéquie, Tunisie et Viet Nam. Pour la même raison, le Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil et l'Organisation des États américains n'ont pas eu la possibilité de lire leur déclaration⁸.

Des sociétés démocratiques et inclusives grâce à l'exercice du droit de réunion pacifique

34. Des intervenants ont souligné que le droit de réunion pacifique, qu'il soit exercé en ligne ou hors ligne, était un élément essentiel des régimes démocratiques et des sociétés inclusives. Les manifestations pacifiques contribuaient au plein exercice des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Le droit de réunion pacifique était un droit fondamental de l'homme permettant aux individus d'exprimer collectivement leur avis et, en cela, il contribuait à améliorer la société dans laquelle ces individus vivaient et jouait un rôle crucial dans la création d'un environnement propice à une société civile active. Les autorités

⁵ Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège et Suède.

⁶ Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse et Tchéquie.

⁷ Les déclarations reçues par le secrétariat peuvent être consultées sur le site Extranet du Conseil des droits de l'homme.

⁸ Les déclarations reçues par le secrétariat peuvent être consultées sur le site Extranet du Conseil des droits de l'homme.

devaient donc écouter les doléances des manifestants. Le droit de réunion pacifique ne pouvait être pleinement exercé que si d'autres droits connexes tels que les droits à la liberté d'opinion et d'expression et à la liberté d'association étaient également protégés.

35. Le droit de réunion pacifique faisait intrinsèquement partie de la nature humaine et était un moyen essentiel pour les personnes d'exercer leurs libertés, de débattre de certaines questions, de protester contre les mesures prises par les pouvoirs publics et de participer à l'élaboration des politiques. Les manifestants contribuaient à susciter un débat démocratique sain, à favoriser une participation inclusive du public et à amener les pouvoirs publics à rendre des comptes sur leurs actes ou omissions. Le droit de réunion pacifique était utilisé pour revendiquer le respect des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et, de plus en plus souvent, des droits environnementaux. Pour les personnes en situation de vulnérabilité, manifester était souvent le seul moyen dont elles disposaient pour faire entendre leurs revendications. Le droit de réunion pacifique devait toujours être exercé de manière pacifique. Des préoccupations avaient été exprimées sur les manifestations qui limitaient la liberté de circulation d'autres personnes ou qui représentaient une menace pour le droit à la vie, à la santé et à l'alimentation. Le droit de réunion pacifique n'avait pas un caractère absolu et pouvait faire l'objet de certaines restrictions en vertu du droit international.

36. Le droit de réunion pacifique revêtait une grande importance pour les enfants car c'était souvent l'un des rares moyens qu'ils avaient de participer à la vie publique. Il a été rappelé aux États qu'ils étaient tenus non seulement de faciliter l'exercice de ce droit par les enfants, mais encore de protéger ceux-ci lorsqu'ils l'exerçaient. Cela signifiait notamment qu'ils devaient donner des informations aux enfants sur le droit de réunion pacifique et leur indiquer les meilleurs moyens de se protéger et de demander une protection en cas de besoin. Cela supposait en outre que les États devaient prendre en considération le statut particulier des enfants au moment de la planification et de la mise en pratique des techniques de maintien de l'ordre et dispenser une formation aux membres des forces de l'ordre et aux autres fonctionnaires concernés sur les méthodes optimales de conception et d'application de plans tenant compte de la présence d'enfants dans un rassemblement. Des orientations supplémentaires étaient nécessaires dans ce domaine.

37. Les manifestations pacifiques figuraient à l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme depuis une décennie. Pendant cette période, des progrès considérables avaient été réalisés. Diverses parties prenantes avaient mené des travaux importants pour donner un prolongement au cadre international relatif à la protection et la promotion des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques, notamment pour élaborer des lignes directrices complètes et mettre au point des outils visant à aider les États à s'acquitter de leurs obligations. Si l'on se penchait sur les réalisations qui avaient été accomplies depuis une décennie dans le domaine des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques, force était de constater que des progrès notables avaient été enregistrés. La contribution des manifestations pacifiques à la mise en place et au renforcement de régimes et de processus démocratiques dans le monde était indéniable.

Problèmes persistants dans la mise en œuvre effective du droit de réunion pacifique

38. Des intervenants ont reconnu que les réunions pacifiques étaient souvent dispersées par l'usage illégal, inutile et disproportionné de la force et que des manifestants pacifiques étaient traités comme des criminels. Les manifestants étaient de plus en plus souvent soumis à des formes d'oppression telles que l'usage excessif de la force, la détention arbitraire, la torture et la disparition forcée. Des intervenants ont déploré le fait que des manifestants, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes étaient victimes de harcèlement, y compris de harcèlement judiciaire, d'agressions et d'actes de représailles. Dans certains contextes, le simple fait de participer à une réunion pacifique était extrêmement risqué pour les personnes concernées, en particulier les femmes et les personnes susceptibles d'être en situation de vulnérabilité, dont les enfants et les personnes d'ascendance africaine. Pendant les manifestations, les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes étaient constamment sous pression et il incombait à l'État de les protéger. Dans le monde entier, des centaines de journalistes avaient été attaqués, intimidés, arrêtés et placés sous surveillance. Au cours des cinq années écoulées, une dizaine de journalistes avaient été tués pendant des

manifestations et 125 attaques lancées contre des journalistes dans 65 pays avaient été recensées. Des journalistes avaient été délibérément ciblés et attaqués pour la simple raison qu'elles étaient des femmes. Malheureusement, dans la plupart des cas, l'impunité était la règle.

39. La pandémie sans précédent de COVID-19 représentait un défi pour les droits de l'homme à maints égards. Elle avait eu des effets négatifs sur les libertés fondamentales mais elle avait aussi révélé l'existence d'un potentiel en matière de participation citoyenne forte et inclusive, qui pouvait se traduire numériquement au fur et à mesure que les populations se mobilisaient en ligne. Des intervenants se sont cependant dits profondément préoccupés par le fait que certains États avaient abusé de leurs prérogatives au cours de la pandémie de COVID-19 en adoptant des lois qui limitaient indûment les possibilités d'organiser des réunions pacifiques, ce qui avait contribué à rétrécir encore davantage l'espace civique. Lorsque le droit d'organiser des rassemblements physiques faisait l'objet de restrictions fondées sur des motifs exceptionnels, il était d'autant plus nécessaire de garantir le libre accès de tous les individus à Internet. Le droit international prévoyait certes que les droits de réunion pacifique et à la liberté de circulation pouvaient être soumis à des restrictions à des fins de protection de la santé publique, mais ces restrictions devaient être prévues par la loi, nécessaires, proportionnées, limitées dans le temps et régulièrement réexaminées afin de vérifier si leur maintien s'imposait ou non.

Nouvelles technologies et manifestations pacifiques

40. Des intervenants ont fait observer qu'en facilitant une mobilisation efficace, la mise en réseau et l'échange d'informations, les nouvelles technologies permettaient aux particuliers de participer à des manifestations pacifiques. Les médias sociaux avaient un énorme potentiel en matière de mobilisation du public et permettaient de dénoncer en temps réel des violations des droits de l'homme, y compris celles commises au cours de réunions pacifiques. Les réseaux sociaux étaient devenus des plateformes de consultation et d'action sur lesquelles les politiques publiques étaient examinées. Toutefois, les technologies numériques qui permettaient à la société civile d'organiser des manifestations et d'échanger des informations étaient également utilisées à des fins de répression. L'exploitation abusive des nouvelles technologies, notamment à des fins de surveillance illégale, avait eu un effet dissuasif sur l'exercice du droit de réunion pacifique. Des inquiétudes avaient été exprimées concernant le fait que des systèmes de reconnaissance faciale étaient utilisés pour nuire à des manifestants.

41. La tendance croissante consistant à couper l'accès à Internet et à exploiter des technologies à des fins malveillantes à l'approche d'événements démocratiques cruciaux tels que des élections et des manifestations était particulièrement préoccupante. Il était fondamental pour la promotion des droits de l'homme qu'Internet soit librement accessible, ouvert et sécurisé. Des intervenants se sont fait l'écho des inquiétudes exprimées par le Conseil des droits de l'homme concernant les coupures d'accès à Internet⁹ et les mesures visant à limiter la capacité d'organiser, de faciliter et de tenir des réunions et à empêcher les particuliers de consulter ou de partager des informations pendant des événements politiques clés.

42. Il importait de protéger l'accès à ces technologies compte tenu du rôle central qu'elles jouaient en facilitant l'exercice des droits de l'homme. Les technologies et les médias sociaux pouvaient être des vecteurs pour l'exercice de la liberté d'expression et d'association, mais ils pouvaient aussi être utilisés pour répandre la haine et diffuser de fausses informations. Des intervenants ont évoqué la publication croissante de propos encourageant la discrimination, l'hostilité ou la violence.

⁹ Voir la résolution 44/20 du Conseil des droits de l'homme.

IV. Conclusions

43. À l'issue du débat, le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a invité les intervenants à présenter leurs conclusions.

44. Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association a souligné qu'il était généralement admis que le droit de réunion pacifique constituait un droit fondamental qui devait être respecté et protégé. Le défi clé à relever consistait toutefois dans la mise en œuvre de ce droit à l'échelon national. Il était essentiel que les États modifient les lois permettant d'empêcher les défenseurs des droits de l'homme d'utiliser les technologies de l'information et de la communication et de les surveiller en ligne, entravant ainsi les activités des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile. En particulier, les lois relatives à la surveillance électronique et à la reconnaissance faciale devaient être modifiées car elles portaient atteinte au droit à la vie privée des manifestants. Le Rapporteur spécial a invité les participants à la réunion à se reporter aux dix principes d'action concernant la COVID-19 et le droit de réunion pacifique, qui mettent notamment l'accent sur le fait que les États ne devraient pas utiliser la pandémie de COVID-19 comme prétexte pour limiter l'espace civique. Le Rapporteur spécial a rappelé que la responsabilisation des auteurs de violations des droits de l'homme perpétrées dans le contexte de rassemblements pacifiques jouait un rôle crucial dans la prévention de la commission de nouvelles violations et a indiqué qu'il entendait continuer de mener des travaux sur cette question.

45. M. Shany a souligné que les gouvernements devraient considérer les réunions non pas comme un luxe, mais comme un élément essentiel de la vie démocratique. À cet égard, la pandémie de COVID-19 ne devait pas servir de prétexte pour imposer des restrictions excessives et inutiles à l'exercice du droit de réunion. Dans le monde entier, un certain nombre de bonnes pratiques avaient été mises au point à l'intention des gouvernements qui étaient à même d'adopter des mesures parfaitement adaptées à leur situation, qui rendaient possible l'exercice du droit de réunion pacifique pendant une pandémie sans que cela s'accompagne de risques excessifs ou inutiles pour la santé.

46. En ce qui concerne les réunions en ligne, il était de plus en plus difficile d'opérer une distinction entre celles-ci et celles qui se tenaient hors ligne, et les garanties offertes aux réunions hors ligne devaient également s'appliquer aux réunions en ligne. Pour ce qui est des discours de haine, la manière dont les autorités envisageaient les réunions pacifiques et les éventuelles restrictions qu'elles imposaient à leur tenue ne devaient pas être liées à leur contenu. En outre, au paragraphe 50 de son observation générale n° 37 (2020), le Comité des droits de l'homme avait souligné que les réunions pacifiques ne sauraient être utilisées comme outil d'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse constituant une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence.

47. M^{me} John a souligné l'importance de l'application au niveau national des normes internationales en vigueur régissant le droit de réunion pacifique, dont les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois. Elle a formulé l'espoir que les restrictions au droit de réunion pacifique imposées en raison de la pandémie de COVID-19 soient levées dès la fin de l'urgence de santé publique. Elle a évoqué le rôle joué par le secteur privé dans les manifestations pacifiques et la nécessité que le Conseil des droits de l'homme exerce un contrôle sur les obligations des entreprises en matière de respect des droits de l'homme.

48. M^{me} John a souligné qu'il importait d'ouvrir sans délai des enquêtes impartiales sur tous les cas d'arrestation arbitraire et d'usage excessif de la force imputés aux forces de sécurité chargées d'encadrer une manifestation, faisant observer que, dans le monde entier, beaucoup de manifestants étaient des femmes, des enfants et des jeunes qui appartenaient à des mouvements sociaux existants ou émergents ou qui étaient à leur tête. Les États devaient abandonner les poursuites et remettre en liberté les manifestants qui avaient été arrêtés parce qu'ils avaient exercé leur droit de réunion pacifique. En conclusion, M^{me} John a demandé que les sanctions financières et administratives imposées à la société civile soient levées et a prié les États d'apporter leur soutien et d'allouer des ressources aux mouvements locaux dans le contexte de leurs activités en faveur de la participation publique et des libertés civiques.

49. Le Conseiller pour les questions de police et Directeur de la Division de la police du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité a souligné que la police devait jouer un rôle de premier plan dans la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques. Tout policier pouvait être un acteur du changement aux fins de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Pour remplir ses objectifs, le maintien de l'ordre devait toujours être fondé sur les droits de l'homme, être centré sur les personnes et tenir compte du genre et des besoins des plus vulnérables. En ce qui concerne l'obligation de rendre des comptes, les activités des forces de l'ordre devraient être surveillées aussi bien par des mécanismes officiels que par des mécanismes informels, dont les médias et les organisations de la société civile.

50. À la suite de ces interventions, le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré la réunion-débat close.
